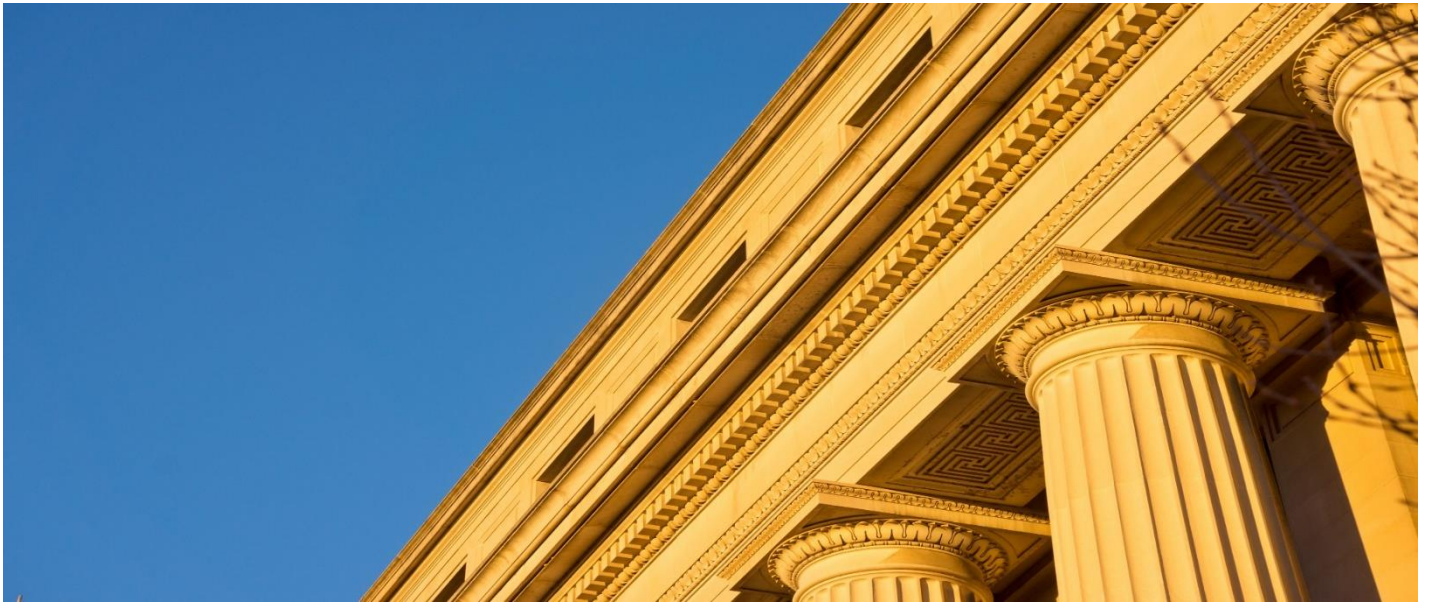




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

05-2024


NOUVEAU RENDEZ-VOUS MENSUEL

LE PODCAST « PARLONS DROIT » !!

JURISPRUDENCE :

- ❖ [Cass. 1^{er} civ. 24 avril 2024 n°23-12.565](#) : Preuve du défaut dans la responsabilité du fait des produits défectueux : ni la rupture de fatigue d'une pièce métallurgique ni la possibilité connue de casse ne sont en soit un défaut de sécurité. En l'espèce la Cour de Cassation confirme l'arrêt d'appel en ce qu'il juge que des facteurs cumulatifs avaient favorisé la rupture d'un implant tenant notamment à la surcharge pondérale du patient et à une configuration physiologique spécifique. M. [Y] n'établissait pas que sa prothèse ne présentait pas la sécurité à laquelle on pouvait légitimement s'attendre, la cour d'appel a pu en déduire qu'elle n'était pas défectueuse. Cette décision confirme une jurisprudence antérieure rendue sur le fondement de l'article 1245 du Code civil ([Cass. 1^{er} Civ 6 décembre 2023 n°22-21.238](#) - il appartient au demandeur de prouver par tout moyen que son dommage est imputable au moins pour partie au produit incriminé.) Une solution différente avait pourtant été rendue dans des circonstances similaires ([Cass. 1^{er} civ. 2 février 2022 n°20-15.526 Inédit](#))

- ❖ [Cass. Com. 4 avril 2024 n°22-19.991](#) : La décision du conseil d'administration d'une société anonyme de confier à son président la direction générale de la société, qui a pour effet de mettre fin aux fonctions jusqu'alors exercées par le directeur général, ne constitue pas une révocation de ce dernier, sauf à ce que celui-ci démontre que cette décision a été prise dans le but de l'évincer de son mandat social. En l'espèce le Directeur général ne démontre pas que la suppression de son mandat de DG procède d'une volonté de l'évincer et s'analyserait ainsi en une révocation déguisée.

- ❖  [Cass.com 13 mars 2024 n°22-16.487 Inédit](#) : une signature scannée n'est pas une signature au sens du Code civil et encore moins une signature électronique respectant les conditions du Règlement EIDAS. L'article 1367 alinéa 1 du Code civil dispose que la signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie son auteur et qu'elle manifeste son consentement aux obligations qui découlent de cet acte. L'arrêt retient, à bon droit, que le procédé consistant à scanner des signatures, s'il est valable, ne peut être assimilé à celui utilisé pour la signature électronique qui bénéficie d'une présomption de fiabilité par application de l'article 1367 alinéa 2 du Code civil. **Cet arrêt a un impact sur les conditions de distribution des garanties d'assurance et leur validité.**

- ❖ [Cass.3e Civ. 15 février 2024 n°22-23.179 Inédit](#) : un désordre de nature décennale rendant un immeuble d'habitation impropre à sa destination est nécessairement source d'un préjudice de jouissance. (*« Pour rejeter la demande formée par la SCI au titre d'un préjudice de jouissance, résultant de l'impossibilité d'habiter ou de louer l'appartement, l'arrêt retient que seuls deux désordres font l'objet d'une indemnisation, que la SCI ne*



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

rapporte pas la preuve d'un trouble de jouissance, ni a fortiori d'une privation, fût-elle partielle, de l'appartement et qu'en tout état de cause, et en raison du caractère mineur des désordres, aucun trouble de jouissance ne peut en résulter. En statuant ainsi, alors qu'elle avait retenu que deux désordres rendaient l'ouvrage impropre à sa destination, dont un en raison d'un risque pour la sécurité des personnes, la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations, a violé le texte susvisé.»)



- ❖ **Cass. Crim. [10 janvier 2024 n°22-85.721](#) : La Cour de Cassation se prononce sur la déclaration de culpabilité pour le délit de blanchiment douanier.** Le moyen tiré d'une double déclaration de culpabilité prononcée contre une même personne pour des faits identiques au terme d'une action pénale unique est inopérant. La condamnation du chef des deux qualifications de blanchiment et blanchiment douanier résulte de la mise en œuvre d'un système intégrant l'action pénale, d'une part, et l'action douanière, d'autre part, laquelle poursuit l'application de sanctions fiscales et non de peines, permettant au juge pénal de réprimer un même fait sous ses deux aspects, de manière prévisible et proportionnée, le montant global des sanctions éventuellement prononcées ne devant pas dépasser le montant le plus élevé de l'une des sanctions encourues.

CONFORMITE :

- ❖ **ACPR sanctions contre la société [TREEZOR 9 avril 2024](#)** – l'ACPR prononce un blâme et une amende de 1M€ pour un dispositif insuffisant en matière de LCB-FT. Elle considère que cette société, agréée en qualité d'établissement de monnaie électronique le 21 juin 2016 et rachetée par la Société Générale en 2019, n'avait pas déterminé, au moment du contrôle, un profil de risque de ses relations d'affaires lui permettant de respecter son obligation de vigilance constante (grief 1). Son dispositif de surveillance des opérations était insuffisant (1ère branche du grief 2). La Commission a retenu par ailleurs plusieurs défauts d'examen renforcé (grief 3), plusieurs défauts de déclaration de soupçons ainsi que, pour la période du 1er janvier à mi-juillet 2021, une carence de dispositif à l'origine de déclaration de soupçons tardives (griefs 4 et 5).
- ❖ **SANCTIONS : Revers pour le mécanisme de sanctions européen. Décisions judiciaires du 10 avril 2024 de levée de sanctions internationales contre des citoyens russes, actionnaires importants d'Alfa Group- [Arrêts du Tribunal dans les affaires T-301/22 | Aven/Conseil et T-304/22 | Fridman/Conseil](#).** Le Tribunal fait droit aux demandes de MM. Aven et Fridman et annule tant les actes initiaux que les actes de maintien sur les listes de mesures restrictives pour la période allant du 28 février 2022 au 15 mars 2023. Le Tribunal considère qu'aucun des motifs figurant dans les actes initiaux n'est suffisamment étayé et que l'inscription de MM. Aven et Fridman sur les listes litigieuses n'était donc pas justifiée.



- ❖ **SANCTIONS USA : Le 24 avril 2024 adoption de la [loi H.R. 815](#) (package qui inclut le « 21st Century Peace through Strength Act »)** qui porte de cinq à dix ans le délai de prescription pour les violations civiles et pénales des programmes de sanctions économiques administrés par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) et le ministère américain de la justice (DOJ).

- ❖ **RGPD : CJUE 11 avril 2024 aff. C-741/21 Landgericht Saarbrücken.** Litige opposant une personne physique à une société établie en Allemagne, au sujet de la réparation des préjudices que le demandeur prétend avoir subis en raison de divers traitements de ses données à caractère personnel qui ont été réalisés à des fins de prospection, en dépit des oppositions qu'il avait adressées à ladite société.
L'article 82, paragraphe 1, du règlement RGPD (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, doit être interprété en ce sens que :
 1. une violation de dispositions de ce règlement qui confèrent des droits à la personne concernée ne suffit pas, à elle seule, pour constituer un « dommage moral », au sens de cette disposition, indépendamment du degré de gravité du préjudice subi par cette personne.
 2. il ne saurait suffire au responsable du traitement, pour être exonéré de sa responsabilité en vertu du paragraphe 3 dudit article, d'invoquer que le dommage en cause a été provoqué par la défaillance d'une personne agissant sous son autorité, au sens de l'article 29 de ce règlement.
 3. pour déterminer le montant des dommages-intérêts dus au titre de la réparation d'un dommage fondée sur cette disposition, il n'y a pas lieu, d'une part, d'appliquer les critères de fixation du montant des amendes administratives qui sont prévus à l'article 83 de ce règlement et, d'autre part, de tenir compte du fait que plusieurs violations dudit règlement concernant une même opération de traitement affectent la personne demandant réparation.
- ❖ **AFA et anti corruption** – Guide pratique pour les opérations de parrainage et mécénat des entreprises - Mars 2024 - Rappel des principes de bonne gouvernance, des moyens de prévention des conflits d'intérêts, de l'articulation de la procédure sur le parrainage et le mécénat avec celle relative aux cadeaux et invitations.

TEXTES

- ❖ **Adoption par le [Parlement Européen le 24 avril 2024 de la Directive sur le devoir de vigilance \(CS3D\)](#).** La directive sur le devoir de vigilance établit des règles concernant les obligations des grandes entreprises quant aux incidences négatives réelles et potentielles sur l'environnement et les droits de l'homme de leurs chaînes d'activités qui comprennent les activités de leurs partenaires. Le devoir de vigilance s'impose à toutes les entreprises européennes employant plus de mille salariés à travers le monde et réalisant un chiffre d'affaires minimum de 450 millions d'euros. Seront également concernées les entreprises non européennes réalisant ce seuil de chiffre d'affaires sur le territoire de l'Union européenne.
- ❖ **Adoption de la Directive 2024/1069 UE sur la protection des personnes qui participent au débat public (ex : journalistes, ONG) contre les demandes en justice manifestement infondées ou les procédures judiciaires abusives (dite « Directive Daphné Caruana Galizia ».)** Cette Directive était attendue même si son champ d'application est restreint : elle s'applique aux questions de nature civile ou commerciale ayant une incidence transfrontière et faisant l'objet d'une procédure civile, y compris les procédures en référé, les demandes de mesures conservatoires et les demandes reconventionnelles, quelle que soit la nature de la juridiction. Elle ne couvre pas les matières fiscales, douanières ou administratives, ni la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique (acta jure imperii), ni les poursuites pénales.

❖ **Cyber et sécurité des systèmes d'information :**

Entrée en vigueur en France en octobre 2024 de la Directive européenne NIS 2 au périmètre élargi par rapport à la Directive NIS 1. Les textes de transposition en droit français sont en cours de rédaction- Pour plus de détails consulter le site de l'ANSSI (<https://lnkd.in/eDQJdrF4>) et son guide pratique relatif au nécessaires opérations de due diligence des systèmes d'information à mettre en œuvre au sein de l'entreprise.

[Directive on measures for a high common level of cybersecurity across the Union \(NIS2 Directive\) | Shaping Europe's digital future \(europa.eu\)](#)

[La directive NIS 2 | ANSSI \(cyber.gouv.fr\)](#) entrera en vigueur en France au plus tard en octobre 2024.

A VOS AGENDAS – FORMATION AU CESAM sur les sanctions internationales et la LCB-FT adaptée aux activités d'assurance transport le 5 juin 2024 en présentiel.

Ne tardez pas à vous inscrire, **CONTACTEZ-NOUS !**



